

Pourquoi les économistes

Notre société est en proie, non à une crise de valeurs, mais à la confusion des valeurs qu'éclairciront les économistes en prônant un renouveau de l'éthique.

Par Eric Ng Ping Cheun

Ceux qui nous lisent savent que nous prôtons l'économie de marché contre la planification, la liberté contre le contrôle, l'incertitude contre les prévisions. Mais alors, diriez-vous, à quoi servent les économistes ? Bonne question : une économie peut se passer des économistes pour bien fonctionner. Ils sont proches des charlatans quand ils croient pouvoir dicter les actions individuelles du haut de leur tour d'ivoire. S'ils veulent sauver leur profession, les économistes devront enseigner ce qui, n'en déplaise à certains, n'est pas la seule prérogative des chefs religieux : l'éthique.

Adam Smith, l'inventeur de la science économique, a été un étudiant en théologie dans sa jeunesse et s'est occupé tout au long de sa vie personnelle à enseigner l'éthique. Pour lui, l'économie politique n'est qu'une discipline au sein d'une science appelée *philosophie morale*. Ce qui sous-tend l'économie de marché, ce sont les institutions qui sont le résultat d'un "échange" de jugements moraux et qui sont l'objet de la jurisprudence et du droit. Le jugement moral procède du principe de sympathie qui va au-delà de la simple compassion pour exprimer la faculté de se mettre à la place de l'autre. C'est la position du "spectateur impartial", par laquelle les acteurs du marché sont amenés à maîtriser leur intérêt personnel démesuré, à limiter les "excès du capitalisme", chacun sachant qu'il doit compter sur l'autre pour atteindre ses fins.

Le marché et l'éthique constituent l'avant et le revers du système capitaliste. C'est ce que doit enseigner l'économiste, d'autant qu'il ne refuse pas à de grands moralisateurs, au premier plan nos chefs religieux, de se prononcer sur des sujets économiques. Il est important que l'économiste se mette en avant dans la discussion autour des valeurs morales, qui revient d'actualité en cette période trouble où notre Premier ministre parle de "*dégénérescence*" de la société mauricienne face aux multiples actes de violence, qui sont de réelles menaces pour la sécurité publique. Un jour, la réaction viendra. Et alors, le débat reprendra, absurde à nouveau, sur la légitimité du capitalisme. Devancer ce débat, c'est éviter qu'il ne soit dénaturé par ceux qui cherchent à asseoir leur pouvoir en maintenant notre société dans un état de tiers-mondisme.

Appelant aux valeurs morales, sir Anerood Jugnauth déclarait : "*Séki pé arrivé dans pays bien troublant. Nou supposé ene peuple bien religieux, bien pratiquant, mais zordi nou pé dévié, nou pé alle vers le mal*". Plus tôt, devant des

hommes religieux, il avait souligné que “*l’engagement moral et éthique des Mauriciens s’affaiblit*”, d’où la nécessité que “*les travailleurs sociaux et religieux reviennent à l’avant-plan*”. L’affaiblissement moral est un fait, mais la religion n’a jamais joué un profil bas dans notre société. Voilà le grand paradoxe : une île Maurice si imprégnée de religion affronte aujourd’hui une “*crise morale*”.

C’est là un constat d’échec de notre classe religieuse quoique la grande majorité des Mauriciens restent croyants. Bien qu’ils croient aussi à la fonction du politique, ils ont peu d’espérance dans notre classe politique parce qu’ils n’y trouvent pas de *role model*. Ce ne sont pas les valeurs religieuses ou politiques qui sont en cause, mais ces hommes qui disent les représenter. Et comme l’homme fait l’institution, les raisons de cette grande crise de confiance dans nos institutions politiques et religieuses se trouvent dans le divorce patent entre le discours et l’action, tout comme entre le discours et la réalité.

Discours : on est pour l’unité nationale contre le communalisme, pour la méritocratie contre le favoritisme, pour la justice contre la corruption. Actions : on soumet la politique au jeu communal, on nomme ses proches ou ses copains à la tête des corps para-étatiques, et on protège les corrupteurs au grand dam de leurs dénonciateurs. Discours : on apporte plus de justice sociale, on ne réforme pas l’Etat-providence, et on transforme l’île Maurice en un grand chantier. Réalité : le développement se fait dans l’inégalité des revenus, l’assistanat public dilapide le capital moral et culturel de la société et profite aussi aux riches, et les dépenses publiques entraînent l’économie sous le fardeau de la dette et dans la spirale de l’inflation.

Alors que Tocqueville disait que le plus grand soin d’un gouvernement devrait être d’habituer peu à peu les peuples à se passer de lui, nos hommes politiques, eux, sont arrivés à se rendre indispensables pour faire croire que tout ne pourrait réussir que par eux, moyennant un soutien en termes de votes. Ils profitent du fait que les gens sont encore loin d’être immunisés contre le syndrome de l’esprit qui commande. Ceux qui nous gouvernent se croient dotés du pouvoir de “façonner” les phénomènes socio-économiques, et ils finissent ainsi par admettre la concentration des pouvoirs pour arriver à leurs fins. L’interventionnisme des gouvernants dans les affaires économiques, sociales et culturelles est encouragé par des thuriféraires niais qui les comparent à des demi-dieux, ou par des intellectuels complaisants qui les mettent sur un piédestal.

En vérité, l’ordre social n’est jamais délibérément construit, mais il est constitué par les interactions des hommes qui s’organisent par eux-mêmes, sans qu’aucune pensée humaine comprenne et gère intégralement le processus. Ce qu’on appelle la complexité, c’est cette impossibilité de connaître tous les faits qui concourent à l’établissement de l’ordre économique et social. Elle ne pourra jamais se résoudre en ordre pensable et fabricable, car chaque action individuelle a sa propre subjectivité.

Après avoir tant martelé “*l’optimisme*”, notre gouvernement ne sait plus comment expliquer la réalité. Il doit commencer à apprendre l’humilité, à la place de la vanité de celui qui veut et croit pouvoir tout commander et tout diriger. Cette humilité a pour empreinte philosophique et morale la liberté individuelle, dans et par laquelle se fortifie la règle de droit (*rule of law*), la démocratie participative, l’économie de marché et la société ouverte. Ce sont ces institutions de liberté qui fondent l’architecture d’un ordre pluraliste en ce que chacun poursuit ses fins propres au point de devoir s’ouvrir vers plus de tolérance envers autrui.

Nous n’avons aucune connaissance des livres sacrés de l’hindouisme. En revanche, nous pouvons parler pour ces nombreux chrétiens qui se sentent à l’aise dans l’économie de marché, sans mauvaise conscience, en dépit du pilonnage intensif effectué par ses adversaires. En France, des libéraux mettent de plus en plus l’accent sur “*l’alliance naturelle*” entre catholicisme et libéralisme.

“Peut-on dire que, après l’échec du communisme, le capitalisme est le système social qui l’emporte et que c’est vers lui que s’orientent les efforts des pays qui cherchent à reconstruire leur économie et leur société ? Est-ce ce modèle qu’il faut proposer aux pays du Tiers-Monde qui cherchent la voie du vrai progrès de leur économie et de leur société civile ? La réponse est évidemment complexe. Si sous le nom de “capitalisme” on désigne un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l’entreprise, du marché, de la propriété privée et de la responsabilité qu’elle implique dans les moyens de production, de la libre créativité humaine dans le secteur économique, la réponse est sûrement positive, même s’il serait peut-être plus approprié de parler d’“économie d’entreprise”, ou d’“économie de marché”, ou simplement d’“économie libre”.” Est-ce Margaret Thatcher qui s’exprimait devant les bureaucrates de Bruxelles ? Est-ce le Président de l’Institut de Fraser qui fait son rapport sur la liberté économique ? Non, c’est le Pape Jean-Paul II qui écrivait au paragraphe 42 de *Centesimus Annus* (1er mai 1991).

“Il faut remarquer que dans le monde d’aujourd’hui, parmi d’autres droits, le droit de l’initiative économique est souvent supprimé. Cependant c’est un droit qui est important non seulement pour l’individu, mais encore pour le bien commun. L’expérience nous montre que le refus de ce droit ou sa limitation au nom d’une prétendue “égalité” de chacun au sein de la société, diminue, ou bien détruit absolument en pratique l’esprit d’initiative, c’est-à-dire la créativité subjective du citoyen.” Est-ce un éditorial du très libéral magazine **The Economist** ? Est-ce le commentaire d’un jeune esprit ayant lu *The Road to Serfdom* de Friedrich Hayek ? Non, c’est le Pape Jean-Paul II qui écrivait au paragraphe 33 de *Sollicitudo Rei Socialis* (30 décembre 1987).

L’être humain est effectivement le centre d’intérêt de la science économique. Incitations, propriété privée, psychologie de la valeur, considération des personnes plutôt que des biens, potentiel de créativité et choix individuel : ce sont autant de concepts que les philosophes et les théologiens ont été les

premiers à avoir tiré de la brume de l'expérience humaine, avant que les Joseph Schumpeter, Ludwig von Mises et James Buchanan les aient formalisés dans leur théorie économique. Après leur divorce qui a duré plus de deux cents ans, la réconciliation de l'économie et de la religion sera possible si l'on se focalise sur le potentiel de création de l'homme, faisant prévaloir le capital humain sur le capital matériel. Avec comme soubassement éthique, pour citer Lord Acton, que *"le centre et l'objet suprême de la liberté est le règne de la conscience"*. Voilà qui résume mieux que l'approche par la réglementation tous nos séminaires sur la *corporate governance*.

Mais nos gardiens de la morale préfèrent continuer à former nos règles morales par l'éthique de la société fermée, telle la solidarité communautaire ou la justice distributive. Ce fut possible quand l'homme n'avait quasiment de rapports qu'avec son milieu immédiat. Dès lors que le cercle relationnel et le champ informationnel s'élargissent – le premier grâce au développement économique et le second par la technologie informatique –, l'éthique devient l'exigence du sens avec pour spécificité l'identité humaine. C'est l'éthique de la société ouverte, celle de la responsabilité, de la liberté ou de l'égalité devant la loi.

Si *"crise morale"* il y a, elle vient de la confusion des valeurs. Sous l'influence des doctrines historiciste et positiviste, des leaders d'opinion arrivent à nier l'objectivité des valeurs pour dire qu'elles varient avec le temps et le pays. On subjectivise plus facilement la conception de la liberté qu'on n'objectivise son contenu. Comme l'a démontré le sociologue Raymond Boudon, on peut, par des arguments fondés scientifiquement, se persuader, et persuader les autres, des idées douteuses, fragiles ou fausses. Des prémisses justes peuvent conduire à des conclusions fausses que des petits maîtres utilisent à des fins de pouvoir.

Et pourtant, il existe des dogmes éternellement vrais, tels le respect dû à la parole donnée, le respect de la règle du jeu, le respect de la propriété et le respect de la personnalité. Capital moral de la société ouverte, ils constituent le nouvel impératif éthique et devront former l'essentiel des modalités des rapports humains de plus en plus dominées par l'espace marchand. Telle est la réponse de l'économiste au sermon politique et au prêchi-prêcha religieux sur *"nos"* valeurs morales.